



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025339-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux installations de la société SEDIS implantée sur le territoire de la commune de TROYES

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L. 181-14 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;
- VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 81/7058 du 28 décembre 1981 autorisant la S.A COMPAGNIE DES TRANSMISSIONS MECANIKES SEDIS à exploiter sur son site installé 35 rue des Bas Trévois à TROYES, des activités de traitement de surface - découpage à l'acide des métaux ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2024029-0005 du 29 janvier 2024 relatif à la mise à jour du référentiel réglementaire applicable aux installations de la société SEDIS ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;
- VU** le rapport de diagnostic de pollutions des sols n° EK2L1/24/063 du 25 avril 2024 ;
- VU** le rapport de plan de gestion n° EK2L1/24/140 du 15 octobre 2024 ;
- VU** le rapport de sites et sols pollués n° EK2L1/24/181 du 13 décembre 2024 associé à la campagne de prélèvements de novembre 2024 ;
- VU** le rapport d'analyse d'air ambiant au sein de l'usine n° EK2L1/25/067 du 19 mai 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection du 3 avril 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 25 septembre 2025 avec accusé de réception du 29 septembre 2025 ;

**VU** l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que la visite d'inspection du 3 avril 2025 a permis de mettre en avant que le site exploité par la société SEDIS présente des pollutions des sols au plomb, au mercure, aux PCB et aux hydrocarbures, des pollutions de l'eau potable du site au plomb, auxquelles l'exploitant déclare avoir remédié, ainsi que des pollutions des eaux souterraines, des sols et des gaz du sol aux solvants chlorés ;

**CONSIDÉRANT** que ces pollutions sont susceptibles de présenter des enjeux sanitaires, en particulier eu égard au caractère cancérigène des solvants chlorés considérés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, par conséquent, de surveiller ces pollutions dans les eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'identifier l'origine des pollutions aux solvants chlorés observées sur le site afin d'engager dans un second temps les études complémentaires visant leur gestion ;

**CONSIDÉRANT** que du dégazage significatif de solvants chlorés dans les gaz du sol a été détecté sur site, dans des proportions susceptibles de générer des impacts sanitaires à court terme (dépassement du seuil de gestion R3 issu de la démarche « établissements sensibles » au sein des estimations de qualité d'air ambiant réalisée par l'exploitant) ;

**CONSIDÉRANT** que les analyses d'air ambiant menées au sein des installations ont conclu à des dépassements ponctuels du seuil sanitaire R1 associé au benzène ;

**CONSIDÉRANT** toutefois, que les analyses d'air ambiant menées au sein des installations n'ont pas conclu à des dépassements des seuils sanitaires R1 pour les solvants chlorés ;

**CONSIDÉRANT** qu'une zone d'habitations est située à l'aval hydraulique du site ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient donc d'investiguer sur la qualité des gaz du sol à l'aval hydraulique du site ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose :

*« [...] L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Autorisation**

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement situées 35 rue des Bas Trévois à TROYES et exploitées par la société SEDIS, ci-après dénommée « exploitant », dont le siège social est situé 6 rue Nicolas Siret, 10 000 TROYES.

## **Article 2 : Suivi des eaux souterraines**

Sous 2 mois, l'exploitant met en place un suivi des eaux souterraines répondant a minima aux prescriptions suivantes :

- les piézomètres suivis sont a minima ceux identifiés dans le rapport n° EK2L1/24/181 du 13 décembre 2024 associé à la campagne de prélèvements de novembre 2024 ;
- le suivi est réalisé a minima deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux ;
- les paramètres analysés sont a minima ceux appartenant à la famille des solvants chlorés, des hydrocarbures, des métaux, des BTEX et des PCB.

## **Article 3 : Analyses de gaz du sol**

Sous 3 mois, l'exploitant met en place en limite de site, à l'aval hydraulique, un suivi des gaz du sol répondant a minima aux prescriptions suivantes :

- le suivi est mené a minima sur deux piézairs ;
- les piézairs sont positionnés de manière à être facilement accessibles ;
- le suivi est réalisé a minima sur une année et comprend au moins une campagne en période de hautes eaux et une campagne en période de basses eaux ;
- les paramètres analysés sont a minima ceux appartenant à la famille des solvants chlorés et des BTEX.

À l'issue de chaque campagne, l'exploitant transmet les résultats obtenus à l'inspection des installations classées.

Dans le cas où les analyses en limite de site révèlent des risques sanitaires potentiellement inacceptables en dehors du site, l'exploitant met en œuvre une action de levée de doute sanitaire au sein du quartier résidentiel situé en aval hydraulique de son site.

## **Article 4 : Identification des sources de pollutions**

Sous 4 mois, l'exploitant mène les investigations nécessaires :

- soit à l'identification des sources de pollutions observées sur son site aux solvants chlorés (si ces sources se trouvent sur site) ;
- soit à la démonstration que ces pollutions viennent de l'extérieur.

## **Article 5 : Plan de gestion**

Sous 6 mois, l'exploitant établit un plan visant la gestion des pollutions observées sur son site au regard du maintien de l'activité en cours sur ce dernier. Ce plan prend en compte l'ensemble des données à sa disposition au moment de la signature du présent arrêté, ainsi que les nouvelles données collectées en application des articles du présent arrêté.

## **Article 6 : Notification et publication**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SEDIS.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de TROYES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de TROYES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

## **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **05 DEC. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

**Délais et voies de recours :** En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.